

Seraing enterre définitivement le projet d'Eros Center

PROSTITUTION Après Liège, la Ville de Seraing jette le gant

PROSTITUTION Après Liège, la Ville de Seraing jette le gant

- ▶ Il n'y aura pas de lieu dédié aux travailleurs du sexe dans la région.
- ▶ La question de la gestion de la prostitution au sein des communes reste entière...

Après huit années de travail, de controverses et d'incertitudes, le couperet est tombé : le projet de l'Eros Center ne verra, in fine, pas le jour. Le Conseil des femmes francophone de Belgique aura eu raison du projet en déposant une plainte contre la concrétisation de ce lieu dédié aux travailleuses du sexe. « Nous avons accumulé beaucoup de retard lié à la charge éthique et morale de ce projet. Cependant, nous avons été contraints d'y mettre un terme et de dissoudre l'ASBL Geccs, gestionnaire du projet. Bien qu'aucune décision de justice n'ait encore été prononcée, une plainte a été déposée et des devoirs judiciaires vont être menés. En l'état actuel de la législation nous ne pouvons pas prendre le risque de poursuivre le projet et d'engager des frais supplémentaires. Les conséquences pourraient être dommageables pour l'ASBL et les membres du conseil d'adminis-

tration », souligne Alexandra Paparelli, gestionnaire du projet.

Pour rappel, le projet de l'Eros Center avait pour objectif de réunir les 160 prostituées de la rue Marnix à Seraing en un seul et même bâtiment. Un lieu construit et adapté à cette activité. Toutefois, nombre de travailleuses se montrent ravies que ce projet n'aboutisse pas. « On n'est pas si mal et on est libre. Avec l'Eros Center, il allait y avoir plus de policiers et de surveillance, des caméras aussi. Ça allait avoir des répercussions au niveau de nos rentrées. De toute façon, quand il y a un problème, on appelle la police », souligne une prostituée de la rue Marnix. Même si plusieurs d'entre elles rejoignent l'avis de cette professionnelle et se disent ravies de cette décision, d'autres, par contre, se montrent plus mitigées. « Ce qui est dommage, c'est qu'on allait toutes pouvoir bénéficier d'un confort et de conditions d'hygiène auxquels nous n'avons pas toutes accès. Et au niveau de la sécurité, on aurait été beaucoup plus protégées. »

Une loi désuète

Le bourgmestre de la Ville de Seraing, Francis Bekeart, lance un appel aux mandataires fédéraux pour amener une réflexion sur ce qui n'est autre que le plus vieux métier du monde. « Il

faut légiférer cette profession. Elle doit être encadrée par des dispositions légales. À l'heure actuelle, les textes de loi faisant référence à la prostitution sont désuets et ne sont pas en phase avec la réalité du terrain », indique-t-il. L'ensemble des familles politiques, à l'exception du PTB et du CDH, avaient étudié ce projet d'envergure pour la Ville. Fabian Culot (MR) se dit particulièrement choqué par ce retournement de situation et remet en question le choix opéré par la majorité dans la mesure où ce dossier ne faisait pas l'unanimité au sein même de la nouvelle majorité. « La décision est-elle uniquement inspirée par une incertitude juridique ? Sur le plan judiciaire, je m'interroge : l'ancien collège avait assuré que le parquet était associé au projet et qu'il n'y voyait pas d'illégalité. Anvers a, du reste, mis sur pied un projet comparable il y a quelques années. Ce projet est d'ailleurs accompagné d'un volet social permettant aux victimes des réseaux de prostitution d'en sortir et de s'orienter vers d'autres activités. » À présent, l'heure est à la réflexion quant à l'avenir de la prostitution sur le territoire sérésien. Le sort qui sera réservé aux salons de la rue Marnix, lieu de passe par excellence, fera l'objet d'une discussion lors du prochain conseil communal. ■

CYNTHIA CHAROT

zone P Une réponse pragmatique pour Liège

Il y a une dizaine d'années la Ville de Liège avait fait le choix de fermer plusieurs salons de prostitution pour répondre à des questions de sécurité publique. *« A l'époque une réflexion avait été menée et une solution avait été envisagée : la création d'un Eros Center. Toutefois certaines familles politiques telles que le CDH s'étaient positionnées contre ce projet. Un avis qui était également partagé par certains membres de la majorité. Un tel projet ne pouvait être mené sans un consensus fort autour de la table, c'est pourquoi cette idée a été abandonnée »*, rappelle le cabinet du bourgmestre de la Ville de Liège.

Contre le racolage

Parallèlement à ce projet, une réflexion avait été menée pour contrer la problématique du racolage de rue. C'est ainsi que l'idée de créer une Zone P a fait son chemin. Cette idée n'est cependant pas neuve et avait déjà été envisagée sur le territoire liégeois dans les années 1994-1995. *« Ce sont souvent des personnes qui sont en situation précaire, toxicomanes ou avec des maux qui n'en sont pas puisque ce sont parfois leur compagnon qui les pousse à offrir leurs prestations. Et tout ceci peut rapidement engendrer des nuisances. Le bourgmestre, Willy Demeyer, a demandé une réactualisation de la situation pour contrer cette*

problématique et un travail d'analyse a été refait », ajoute le cabinet qui souligne qu'il s'agit là d'une réponse pragmatique à un problème qui se pose à Liège tout en étant respectueuse des personnes. *« Cette solution permet en outre d'apporter des réponses aux citoyens qui sont incommodés. »*

Prostitution clandestine

Si le racolage revient tout doucement en Cité Ardente, il ne faut pas perdre de vue qu'un autre type de prostitution s'est fortement développé depuis la fermeture d'un grand nombre de salons : une prostitution clandestine grâce à internet. *« Suite aux études menées notamment par la police et la brigade des mœurs, on se rend compte qu'une partie des dames a fait le choix de se tourner vers internet pour exercer. De fait, elles sont moins en vitrine et elles exercent différemment (chez elles ou ailleurs). »* Quoi qu'il en soit, la situation est claire, bien qu'il soit regrettable que le projet ne puisse aboutir à Seraing, la Ville de Liège ne compte pas, à ce stade, revoir sa copie et revenir avec un projet similaire sur la table. Le choix ayant été fait de privilégier la création d'une zone P pour venir en aide aux personnes plus précarisées en leur apportant également le soutien nécessaire. ■

CYC

ASBL ENTRE DEUX WALLONIE**« La prostitution est un choix »**

La prostitution est le plus vieux métier du monde, aime-t-on entendre. Pourtant, il est un fait que ce métier, cette profession, cette activité, quel que soit le nom qu'on lui donne, reste tabou et constitue un véritable rejet de la société. L'ASBL Entre Deux Wallonie, située à la Louvière, offre un service social afin de répondre au mieux aux demandes des prostituées. Un milieu que Martine Di Marino, coordinatrice au sein de l'ASBL, a pour habitude de fréquenter. « Je pense qu'il faut faire attention. Certains projets sont pensés pour le bien des prostituées, mais pourtant cela ne coïncide pas nécessairement avec leurs besoins. Il faut voir ce qu'elles veulent réellement. Une ville n'est pas une autre, la prostitution et les femmes qui travaillent n'y sont pas perçues de la même manière non plus. » Il semblerait que plus le niveau socio-économique de la ville est élevé, plus il est préférable que la prostitution soit cachée.

Madame Di Marino avance qu'il est de leur choix de mettre l'accent plutôt sur l'hygiène, la sécurité ou la liberté, et que la prostitution ne relève pas d'une profession mais bien d'une activité économique. « Je pense sincèrement que la prostitution et l'ordre public peuvent coïncider. Je prône pour une mixité sociale. Il ne faut pas perdre de vue que ceci permet de faire vivre tout un quartier. A Charleroi, la prostitution a été étouffée. Conséquence : un quartier est mort et la prostitution s'est dispersée dans toute la ville. C'est une catastrophe. Les filles agissent dans l'insécurité, elles ne sont pas protégées. » Trouver une solution idéale relève de l'utopie. Trouver un compromis idéal entre ce que veulent ces professionnelles du sexe et les autorités publiques encore plus. Notamment lorsque le débat est de nature à froisser les esprits et les mentalités. « La zone P comme envisagée à Liège n'est pas une mauvaise idée en soi. Entre la peste et le choléra, il faut faire un choix et celui-ci est préférable au fait d'interdire complètement la prostitution en rue. Maintenant, légiférer un phénomène individuel reste particulièrement compliqué. Chaque personne qui se prostitue a son histoire, elle n'atterrit pas là par hasard », conclut la coordinatrice de l'ASBL Entre Deux Wallonie.

CYC